

LA TRIANGULATION MUNICIPALE : UN EXEMPLE À SUIVRE POUR LA GAUCHE EN 2027 ?

Émilie Agnoux

13/03/2026

Les résultats de la **dernière vague** de l'Enquête électorale française, réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès et interrogeant plus de 10 000 Françaises et Français, sont riches d'enseignements. Émilie Agnoux, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, autrice de ***Puissance publique. Contre les démolisseurs d'État*** (L'Aube, Fondation Jean-Jaurès), se penche sur l'un d'eux : les élections municipales se joueront davantage sur le rapport aux territoires et à la vie quotidienne des Français que sur l'étiquette partisane des candidates et des candidats. Et si la diversité territoriale était source d'inspiration en vue de 2027 ?

[Les résultats complets](#)

Introduction

À partir des résultats des élections des 15 et 22 mars 2026, les commentateurs et les partis politiques voudront tirer des enseignements pour la future élection présidentielle qui aura lieu dans un an, en particulier pour mesurer le potentiel de l'extrême droite.

Pourtant, la prudence semble de mise tant la grande diversité de configurations locales rend difficiles des jugements généraux. Dans un contexte international anxiogène, l'action publique locale peut apparaître comme un remède à l'impuissance publique, remettant en question les grilles de lecture cloisonnées entre le national et le local.

Cette contribution prend appui sur la récente **enquête** réalisée par Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde*. Le rapport aux territoires et à la vie concrète vécue et perçue y apparaît davantage comme un des déterminants des préférences électorales que l'étiquette partisane des candidates et des candidats. Dans cette perspective, et en vue de 2027, au-delà des

programmes, des mesures qu'ils comportent et du pragmatisme de l'action politique, se pose la question du récit que les forces progressistes auront à proposer au pays pour embrasser sa diversité territoriale et, à travers elle, ses attentes sociales.

La résistance du modèle communal : le « millefeuille » territorial n'est pas le problème principal du point de vue des Français

L'émiettement communal est régulièrement dénoncé dans le débat public français. Il est courant de dire que la France regroupe 40% des communes de l'Union européenne, sans rappeler au passage qu'elle est l'un des pays européens les plus peuplés et les plus étendus en superficie.

Cette apparente anomalie française est bien sûr le fruit d'un héritage, mais surtout d'un projet de société, celui de la République, qui prend appui sur la cellule communale. Les compétences et les moyens d'une commune sont de fait extrêmement disparates en fonction de la taille de la collectivité.

Tandis que l'attention médiatique est fortement concentrée sur les grandes villes, seules 42 communes ont une population qui dépasse les 100 000 habitants, rassemblant à elles seules 15% de la population. Cela signifie aussi que 85% des habitants résident dans une commune de moins de 100 000 habitants, et plus de 70% des communes françaises ont moins de 1000 habitants (24 860 communes). La moitié de la population vit dans des communes de moins de 10 000 habitants, qui représentent 97% des communes¹. C'est d'abord à cette échelle que se forge le rapport à son environnement, à ses concitoyens, à son pays, à soi-même, à son présent et à son avenir.

L'enquête électorale réalisée par Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde* rappelle ainsi que c'est à l'échelle de la proximité quotidienne que les Françaises et les Français sont les plus satisfaits de leurs élus et les plus attachés à leur territoire.

En effet, le sondage montre que le niveau d'attachement à son territoire est directement corrélé à la taille de la commune. Plus la commune est peuplée, moins ce sentiment est élevé. Les habitants des communes de moins de 10 000 habitants apparaissent ainsi les plus attachés à leur commune (67% pour les communes de moins de 1000 habitants, 66% pour celles de 1000 à 3499 habitants, 65% pour celles de 3500 à 9999 habitants, 60% pour celles de 10 000 habitants à 29 999 habitants et celles de 30 000 à 99 999 habitants, 61% pour celles de 100 000 habitants et plus).

Le constat est renforcé quand il s'agit du niveau d'optimisme à l'égard de sa commune (la note moyenne oscillant de 5,6 sur 10 dans les communes de moins de 1000 habitants à 4,8 sur 10 dans les

communes de 100 000 habitants et plus), avec des niveaux de pessimisme qui vont quasiment du simple au double (15% dans les communes de moins de 1000 habitants contre 28% dans les communes de 100 000 habitants et plus).

Cette enquête vient ainsi confirmer un rapport au territoire et au vivre-ensemble particulier en fonction de la taille de la commune, qui conditionne le sentiment d'appartenance, les réseaux d'interconnaissance, les sociabilités et *in fine* le vote.

Elle peut aussi être interprétée comme le reflet de formes d'attachement à la préservation d'identités et de modes de vie. Ainsi, c'est en-dessous du seuil de 3500 habitants que les Français considèrent le plus que la qualité de vie ne s'est ni améliorée ni détériorée, et la perception de la dégradation de la qualité de vie suit une courbe ascendante corrélée à la taille de la commune (10% de répondants considérant qu'elle s'est détériorée dans les communes de moins de 1000 habitants, 14% pour celles de 1000 à 3499 habitants, 19% pour celles de 3500 à 9999 habitants, 24% pour celles de 10 000 habitants à 29 999 habitants, 25% celles de 30 000 à 99 999 habitants, 38% pour celles de 100 000 habitants et plus).

Ces éléments font écho au témoignage d'un habitant de ma commune de Saint-Clément en Corrèze, qui m'avait dit « avoir retrouvé la République » en venant s'installer dans le village.

Ces données générales et chiffrées donnent néanmoins difficilement à voir les recompositions sociologiques à l'œuvre dans nombre de communes, les mobilités résidentielles, les phénomènes de résidents secondaires et les tensions qui peuvent en découler, ou encore le fait que certains non natifs de la commune puissent se percevoir ou être considérés comme étant encore « nouveaux » plusieurs années après leur installation locale.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La gestion locale : un enjeu de démocratie plus que d'efficacité

bureaucratique

Sans surprise, les contacts sont plus fréquents avec le maire dans les communes les moins denses démographiquement (près de huit habitants sur dix dans les communes de moins de 1000 habitants ont été en contact une ou plusieurs fois avec leur maire, contre trois habitants sur dix dans celles de 100 000 habitants et plus), le seuil inférieur à 50% étant franchi dans les communes au-delà de 10 000 habitants. Ces résultats sont à corréliser aux niveaux de confiance supérieurs dans le personnel politique local (maires et conseillers municipaux), le pourcentage de confiance s'établissant à huit Français sur dix dans les communes de moins de 1000 habitants quand il ne s'élève qu'à 55% dans les communes de 100 000 habitants et plus, ce taux de satisfaction étant supérieur à 70% en-dessous de 10 000 habitants et inférieur au-delà de ce seuil.

Rien de surprenant tant ces échelles d'action publique favorisent les interactions régulières entre les habitants, les élus et les agents publics locaux, qui font le lit de la confiance, de l'écoute, du dialogue et du compromis.

Les qualités personnelles d'honnêteté et de proximité avec les citoyens apparaissent également plus recherchées par les électeurs vivant dans les communes de moins de 10 000 habitants. Ces derniers accordent une importance légèrement plus nette par rapport à la moyenne des sondés à la capacité du maire à défendre les intérêts de la commune, et plus fortement encore à sa fonction de médiateur lors de conflits locaux (72% dans les communes de moins de 1000 habitants contre 65% en moyenne). C'est aussi à cette échelle que la présence d'une ou plusieurs personnes que les électeurs connaissent sur la liste compte davantage dans les critères de choix.

De même, c'est à une échelle très locale que le bilan des équipes municipales sortantes est jugé le plus positivement (80% de satisfaction dans les communes de moins de 1000 habitants contre 60% dans celles de 100 000 habitants et plus), la barre inférieure à 70% étant franchie au-delà du seuil de 10 000 habitants. Là aussi, on constate que ce sont dans les communes les moins denses que les électeurs souhaitent davantage la reconduction de la majorité actuelle.

Sujet démocratique central, la fiscalité apparaît également mieux comprise à une échelle très locale. Ainsi, la perception du bon usage de la contribution fiscale se dégrade à mesure que la taille de la commune augmente, avec un vrai décrochage dans les communes de plus de 100 000 habitants (près de huit Français sur dix considèrent que l'argent des impôts locaux est bien utilisé dans les communes de moins de 1000 habitants, contre seulement un Français sur deux dans les communes de 100 000 habitants et plus). Le même constat est valable quand on interroge les Français sur le montant des impôts locaux et sur la perception de la situation financière de leur

commune.

Ces résultats peuvent paraître paradoxaux car, à niveau d'impôts locaux comparables, le niveau des services disponibles est en règle générale proportionnel à la taille de la commune, ce qui tendrait à accréditer l'idée qu'il ne s'agit pas tant d'un enjeu objectif d'efficacité de l'impôt et de la dépense publique que de perception citoyenne « de ses propres yeux ».

Quand certains y voient du populisme ou de l'inefficacité, le local apparaît comme un espace de démocratie, de compréhension, de visibilité, de proximité et de redevabilité.

L'impossible désarticulation entre les enjeux nationaux et locaux

Tout enjeu local est par définition national, et *vice versa*. Aujourd'hui, aucun sujet n'échappe à l'intervention publique locale, y compris les sujets historiquement dévolus à l'État. Sur ce point-là également, entre les incantations du personnel politique à plus de lisibilité dans la répartition des responsabilités entre l'État et les collectivités, et la réalité des attentes sur le terrain, le fossé demeure béant.

Lorsque les Français sont interrogés sur les sujets qui comptent le plus dans leur choix de vote, ce sont pour l'essentiel des compétences prioritairement étatiques qui apparaissent dans le peloton de tête, à l'exception des services publics de proximité : sécurité, dynamisme économique, accès à la santé, environnement et lutte contre la pollution. Les missions plus traditionnellement attachées à l'échelon local arrivent derrière : propreté, urbanisme, transports en commun, logement, écoles et petite enfance, animation de la ville, action sociale, ou encore soutien à la vie associative.

Les élus locaux demeurent les premières lignes de la République. Les maires jonglent d'ailleurs avec une double casquette puisqu'ils ont la responsabilité de certaines compétences régaliennes qu'ils exercent en tant qu'agents de l'État, à commencer par l'organisation des élections.

Les Françaises et les Français indiquent surtout tenir compte des enjeux locaux plutôt que nationaux dans leur vote aux élections municipales (76% indiquent qu'ils tiennent compte avant tout de la situation politique au niveau local contre 24% de celle au niveau national).

Pour autant, cela n'empêche pas une bonne compréhension des compétences partagées entre l'État et les collectivités, et une aspiration à ce que les collectivités s'emparent de nouveaux sujets qui peuvent améliorer concrètement leur quotidien, à l'image des centres de santé municipaux ou des polices municipales.

Cela ne les empêche pas non plus de comprendre que tous les enjeux sont étroitement imbriqués et que les différentes interventions publiques concourent à une sécurisation globale des existences (financière, sanitaire, environnemental, économique, sociale, psychologique...), face à des vulnérabilités démultipliées et des trajectoires de vie fragilisées (perte d'emploi, ruptures, maladie, pollutions...). C'est à une conception élargie de la sécurité que notre débat public devrait donc consentir.

Ce désir d'intervention publique rencontre pourtant des limites, aggravées par la réduction de l'autonomie des collectivités depuis dix ans, en même temps que la fragilisation de la puissance publique étatique, conduisant à aggraver le sentiment d'impuissance publique qui profite aux extrêmes droites.

Une extrême-droitisation en trompe-l'œil ?

L'enquête fait apparaître un hiatus entre les compétences et moyens des communes concernées, les attentes de fond exprimées, l'aspiration à une victoire du Rassemblement national et la présence effective de candidats ou listes RN lors des élections municipales.

C'est là où le souhait de victoire pour le RN à l'échelle nationale est le plus élevé que le RN a le moins de chance d'agir à travers les pouvoirs locaux. 33% des Français souhaitent que cette élection soit une victoire pour le RN au niveau national, loin devant tous les autres partis, et particulièrement dans les plus petites communes (43% dans celle de moins de 1000 habitants et 39% dans celle de 1000 à 3499 habitants). 45% des Français trouvent que « ce serait une bonne chose » si, à l'issue du scrutin dans leur commune, le RN obtenait des sièges au conseil municipal (52% dans les communes de moins de 1000 habitants, 49% dans celles de 1000 à 3 499 habitants, 48% dans celles allant de 3500 à 9999 habitants). 50% des Français résidant dans une commune de moins de 1000 habitants trouvent que « ce serait une bonne chose » si, à l'issue du scrutin, le RN remportait les élections dans leur commune (46% dans celles de 1000 à 3499 habitants et 44% dans celles allant de 3500 à 9999 habitants).

Pourtant, ces élections rappellent que l'implantation locale du RN est encore fragile, en dépit de sa progression lors des élections nationales et européennes, et de ses nouveaux députés acquis à l'issue des précédentes élections législatives en 2024.

Le parti présidé par Jordan Bardella peut revendiquer entre 400 et 500 listes au total, quand son objectif affiché était de 650. Ces candidatures sont par ailleurs concentrées dans ses bastions traditionnels des Hauts-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, même si des listes portées

ou soutenues par le RN ont fleuri dans des territoires nouveaux, y compris dans mon département en Corrèze, comme à Uzerche ou à Tulle². Pour autant, le rapprochement amorcé entre une partie de la droite et l'extrême droite rendra plus délicate encore la pleine mesure de l'audience de cette dernière, un certain nombre de listes de droite constituant un débouché alternatif.

Pour mesurer son influence électorale réelle, il faudra attendre les élections sénatoriales du mois de septembre prochain, les conseillers municipaux faisant partie des grands électeurs appelés à désigner une partie des représentants de la chambre haute du Parlement renouvelée de moitié cette année.

Ces contradictions sur le plan de la stratégie électorale font écho au positionnement politique et stratégique du RN, dans la mesure où l'extrême droite, si elle est davantage attachée à un pouvoir central fort, instrumentalise l'attachement au terroir et les vertus du localisme, quand les forces politiques traditionnelles ont favorisé le renforcement des échelons régionaux, à partir des années 1980, et intercommunaux, à partir des années 1990, en s'appuyant sur les logiciens de la compétitivité et de la métropolisation, ayant précipité une décentralisation de type néolibéral accélérée ces dernières années.

L'extrême droite tire également avantage des discours misérabilistes et des fractures fantasmées de la société et du territoire français, profitant à plein des oppositions stériles et contrefactuelles entre villes et campagnes, mais aussi de la moralisation réelle ou supposée de certains modes de vie.

S'agissant des attentes à l'égard du prochain maire, contrairement à certaines idées reçues, l'électorat d'extrême droite n'apparaît pas plus sensible à la question du maintien des services de proximité que les autres, au contraire (41% contre 45% en moyenne), mettant quasiment au même niveau la baisse d'impôts (39% contre 30% en moyenne). Pourtant, les services de proximité et la préservation de l'environnement sur le territoire de la commune, auxquels l'électorat RN apparaît moins sensible que les autres électeurs, constituent des priorités adressées aux futurs maires dans les plus petites communes (moins de 3500 habitants), la sécurité étant une préoccupation plus prégnante dans les communes de plus de 10 000 habitants. Cela n'empêche pas néanmoins les habitants des communes de moins de 1000 habitants de faire du niveau des impôts locaux un sujet prioritaire dans leur choix au moment du vote, alors même que ceux-ci ont été réduits sous les deux mandats d'Emmanuel Macron, à commencer par la taxe d'habitation.

On peut dès lors se demander si les résultats de cette enquête n'illustrent pas davantage une volonté de victoire d'un certain type de projet de société davantage qu'une volonté de faire gagner

un parti en particulier, ouvrant dès lors l'espace des possibles.

La triangulation municipale : un exemple à suivre ?

Si l'étiquette partisane compte de moins en moins dans la vie politique française, c'est d'autant plus le cas dans ces élections où les deux tiers des communes n'ont qu'une seule liste en lice³, où les listes « citoyennes » sont le lot commun des communes rurales et périurbaines et où les affiliations partisanes tendent à s'effacer. À cette échelle, les électeurs sont moins sensibles aux étiquettes et aux alliances entre partis.

Si les politiques publiques et les incarnations politiques locales sont présentées ou apparaissent moins clivantes, on peut se demander si ces discours ne participent pas à une dépolitisation formelle, qui instrumentalise certains marqueurs politiques pour cibler des segments électoraux.

Ainsi, si les compétences locales portent sur des objets œcuméniques, des préférences marquées apparaissent en fonction des sensibilités partisanes positionnées sur un axe droite-gauche, en particulier en matière de sécurité, de préservation de l'environnement ou d'action culturelle et sportive.

Cela n'empêche pourtant pas de promettre ou de mener des politiques standardisées alignées sur la gauche (volet environnemental) de la part des élus et candidats des droites mettant en avant le verdissement de la commune, ou sur la droite (volet sécuritaire) de la part des élus ou candidats de gauche s'étant ralliés à l'armement de la police municipale et au déploiement des caméras de vidéoprotection, non pas tant du fait d'une adhésion idéologique qu'au nom d'un pragmatisme contraint du fait du retrait et de l'impuissance de l'État, alliés à de nouveaux phénomènes comme la montée en puissance du trafic de drogue.

Cette apparente dépolitisation se retrouve tout particulièrement dans ces échéances locales. Beaucoup votent pour une liste citoyenne, pour l'équipe sortante, ou pour une tête de liste dont ils ne partagent pas *a priori* le positionnement partisan, par absence d'alternative, parce qu'ils apprécient les personnes engagées ou reconnaissent qu'ils agissent dans l'intérêt de la commune et de ses habitants.

Les temps ont changé et, si certains partis bénéficient encore de quelques rentes de situation localement, souvent affaiblies, la plupart des Français n'adhère ni ne se reconnaît dans aucun parti. La cohérence idéologique de l'offre des partis, lorsqu'elle existe, ne recoupe pas la cohérence idéologique de chaque individu. Les repères collectifs s'estompent. Chacun se constitue sa propre

grille d'analyse, celle-ci échappant de plus en plus à des cadres prédéfinis par les appareils partisans.

L'échelle locale, par la proximité qu'elle suppose, ou impose, par l'interpellation citoyenne directe, par la relation de confiance qu'elle requiert, est propice à toutes les combinaisons possibles de triangulation politique.

Le Rassemblement national n'a ni le monopole de la sécurité, ni celui de la modération fiscale, tous les élus cherchant à apparaître comme étant de bons gestionnaires. L'expérience de la gauche au pouvoir a également démontré sa plus grande aptitude à bien gérer les deniers publics. Une partie de sa crédibilité se joue aussi à cet endroit-là.

La dernière tentative de triangulation politique orchestrée par Emmanuel Macron s'est soldée par une plus forte droitisation de la vie politique française, renforcée par la progression des extrêmes droites en Europe et dans le monde. Reste donc à savoir si d'autres tactiques de triangulation pourraient être favorables à la gauche, ou *a minima* au camp des démocrates et des progressistes.

1. Direction générale des collectivités locales (DGCL), *Les collectivités locales en chiffres 2025*.
2. Camille Bordenet, « *Municipales en Corrèze : l'extrême droite s'invite sur les terres de Chirac et Hollande* », *Le Monde*, 8 mars 2026.
3. Romain Gaspar et Victor Dimitrov, « *Municipales 2026 : une seule liste en lice dans les deux tiers des communes* », *La Gazette des communes*, 9 mars 2026.